

JANVIER 2010

Pages 2-3-4

ACTUALITÉS DU MONDE

Guinée

Sortie de crise possible

Sahara occidental

Quand la concurrence libre et non faussée fait fi des droits de l'Homme

Haïti

Occupation compatissante

Page 5

FOCUS

Il a soufflé un vent froid et un vent chaud sur Copenhague

Page 6

ACTIVITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 7-8-9-10

REGARD sur l'Iran

Quel avenir pour l'Iran ?

Les enjeux du nucléaire iranien

Les femmes au cœur du combat pour la démocratie

Débat avec les progressistes iraniens en France

pour un nouvel ordre international

La tragédie haïtienne est porteuse de sens autant que de malheur. Bien sûr, il fallait que l'humanitaire joue son rôle. Dans l'urgence.

Mais cette tragédie révèle un problème politique et un enjeu de grande portée. Il n'y a, en effet, ni fatalité, ni malédiction. Il y a avant tout les conséquences structurantes de plusieurs siècles de massacres, de dominations, de pillage, d'étranglement financier, d'ajustement structurel... jusqu'aux promesses jamais tenues. Endettement, dépendance, pauvreté écrasante marquent durablement ce pays accablé par l'effet des politiques de puissances et d'exploitation.

Chacune des catastrophes qui le frappent – et elles n'ont pas manqué jusqu'à, y compris, ce séisme d'amplitude majeure – se traduit ainsi par une sorte d'effondrement national.

Certains États deviennent déliquescents dans des processus complexes où les guerres et les conflits jouent un rôle décisif. L'État haïtien s'effondre sous le poids d'un sous-développement total auquel ont contribué les politiques qui lui ont été imposées, les règles du FMI et de la Banque mondiale et la nature même des relations internationales. Dans ce contexte, les chocs externes de catastrophes implacables donnent les derniers coups de boutoir à un pays qui souffre comme jamais dans la crise mondiale.

La tragédie haïtienne traduit, dans ses causes et dans la démesure de ses conséquences humaines et sociales, les limites auxquelles ont conduit le mode de développement capitaliste et le type de relations internationales qui va avec.

On peut et on doit dire qu'il faut annuler la dette d'Haïti et même que, s'il y a une dette, le débiteur n'est pas celui qu'on croit. Il est d'abord du côté des puissances occidentales. Mais la leçon porte plus loin. Et c'est une grande leçon. Pour un monde viable, et pour l'exigence du développement, c'est bien d'un nouvel ordre international dont on a besoin. C'est ce que nous dit aussi, et peut-être d'abord, la tragédie d'Haïti.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



Calendrier

- **Rencontre des progressistes d'Amérique latine et d'Europe** au siège du PCF du 29 au 31 janvier informations et inscription auprès de cchastain@pcf.fr
- **Manifestation contre l'envoi de renforts et la guerre en Afghanistan**, à l'appel du Collectif national unitaire OTAN-Afghanistan (dont le PCF est membre actif), le 23 janvier, départ de la place de la République à 14 h
- **Manifestation Palestine Gaza** le samedi 6 février
- **Soirée Afrique du Sud : Mandela 20 ans après**, le 18 février au siège du PCF
- **Rassemblement organisé par le collectif Bolivie** samedi 23 janvier à partir de 17h30, salle Robespierre à Ivry, pour l'investiture d'Evo Morales, avec la participation de Catherine Margaté, maire de Malakoff et observatrice au nom du PCF à l'élection présidentielle du 6 décembre 2009

la LRI est également

diffusée par Infohebdo et le Tract de la semaine

pour recevoir cette lettre (format électronique uniquement) contact : Claire Chastain - cchastain@pcf.fr

Guinée

Sortie de crise possible

Depuis la mort de Lansana Conté, la République de Guinée ne cesse de s'enliser davantage dans une crise sociale, économique et politique qui la caractérise depuis pratiquement son accession à la souveraineté internationale en 1958 avec à sa tête Sékou Touré. Elle est, en réalité, toujours gouvernée par le système instauré par ce dernier qui, non content d'avoir maintenu cette nation dans la misère, l'a aussi plongée dans une tension inter-ethnique permanente.



Les événements tragiques du 28 septembre et du 3 décembre 2009 s'inscrivent dans ce contexte de violences politiques. Malgré ses immenses ressources naturelles, les populations de Guinée-Conakry sont, encore en 2010, privées d'eau, d'électricité et d'autres infrastructures de première nécessité. L'unité de l'opposition est très fragile. L'équilibre entre les pouvoirs n'a jamais existé et l'évocation de la constitution a toujours été une farce.

Dans une telle situation, où la société est prise au piège et se trouve dans un désarroi total, l'armée s'impose comme le dernier rempart. C'est ce qui s'est produit à partir du 22 décembre 2008, lorsqu'on s'est résigné à rendre officiel le décès de Lansana Conté. L'Union européenne et les États-Unis ont condamné la rupture du jeu constitutionnel. L'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont à la fois condamné et suspendu la Guinée de toute activité au sein de leurs instances. La crise guinéenne est plus qu'un simple «forçage» militaire qui était manifestement prévisible; la contenir à l'intérieur de ses frontières pour éviter un embrasement de la sous-région ouest africaine devient vital. En effet, ce pays est entouré de la Sierra Leone, du Libéria, de la Côte d'Ivoire, tous des États à peine sortis de conflits militaires sanglants, et de la zone sénégalaise (Sénégal, Guinée Bissau et Gambie) également paralysée par la crise sénégalaise en Casamance ainsi que l'instabilité politico militaire en Guinée Bissau.

Les mesures annoncées à Ouagadougou le 15 janvier pourraient indiquer une possible voie de sortie de crise. Un Conseil national de transition (CNT), organe politique délibérant de 101 membres sera dirigé par une personnalité religieuse. Un Premier ministre issu du Forum des « Forces vives », conduira un gouvernement d'union nationale (GUNT), chargé d'assurer une transition devant déboucher à terme sur des élections dans un délai de six mois. Les membres du CNT, le chef de l'Etat de transition, les membres du CNDD, le Premier ministre, les ministres et les membres des forces de défense et de sécurité en activité, ne seront pas candidats à ces élections. Pour garantir la tenue de cette élection, un recours «à des observateurs civils et militaires de la CEDEAO» est aussi envisagé.

Assurément, la réalisation de toutes ces tâches, notamment la mise en place effective des institutions, les opérations liées à la préparation du scrutin, la garantie de la sécurité des personnes et des biens, le respect des libertés demandent une mobilisation accrue des démocrates guinéens et de leurs amis.

Le souci de justice et de réconciliation, et l'ampleur des crimes commis contre le peuple de Guinée, au cours de l'histoire, doivent une fois pour toutes exclure l'impunité, d'où, pour aujourd'hui, l'importance de la poursuite sans entrave de l'enquête internationale diligentée par l'ONU à travers le Haut commissariat aux droits de l'Homme.

Aly Ndiaye

collaborateur des Relations internationales

Sahara Occidental

Quand la concurrence libre et non faussée fait fi des droits de l'Homme



La fin d'année 2009 a été marquée par une petite victoire : Aminatou Haïdar, militante sahraouie, a obtenu gain de cause dans son combat contre l'occupation marocaine qui lui reprochait de ne pas reconnaître sa « marocanité ».

Environ 360 élus représentant 31 pays de quatre continents (Afrique, Europe, Amériques, Océanie), ainsi que des personnalités politiques, artistiques et sportives, s'étaient réunis à Alger le 13 décembre, dans le cadre de « la Conférence internationale des villes jumelées et des villes solidaires avec le Sahara occidental », pour débattre des fondements juridiques de la question sahraouie, du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, de la spoliation systématique des richesses naturelles du Sahara occidental par le Maroc et de la situation des réfugiés sahraouis et l'assistance humanitaire internationale.

Aussi bien Pierre Galand, président de la *Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui* (Eucoco), que le président de l'Union générale des villes et cités africaines, Smangalison Mkhathshawa, en passant par le député-maire communiste Jean-Paul Le Coq, dénoncent les violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés par le Maroc et appellent les grandes puissances dans le monde à exercer des pressions sur le Maroc en faveur d'une paix durable, en commençant par libérer tous les détenus politiques sahraouis.

Cette mobilisation n'a pas empêché le roi Mohammed VI d'annoncer dans son discours, dans le cadre de la rencontre nationale des collectivités locales, son nouveau plan de «régionalisation élargie», défiant ainsi plus de 100 résolutions de l'ONU qui exigent le respect des droits des Sahraouis.

Cette mobilisation n'empêche pas non plus l'UE de payer des milliers d'euros par an au gouvernement marocain pour permettre aux navires européens de pêcher dans les eaux du Sahara Occidental. L'UE transfère l'argent des contribuables européens au gouvernement du Maroc pour l'accès aux eaux du Sahara Occidental, sans même avoir consulté le peuple Sahraoui. Quand il s'agit de concurrence libre et non faussée, les droits de l'Homme n'intéressent plus.

Dans ce contexte, collaborer avec le Maroc dans l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental est hautement contraire à l'éthique et compromet manifestement les efforts de l'ONU pour arriver à une solution pacifique à ce conflit.

Le PCF demande à l'UE de cesser de corrompre le processus onusien de paix au Sahara occidental, en respectant le droit du peuple Sahraoui à l'autodétermination sur son pays et ses ressources: nous réclavons à la Commission européenne de mettre immédiatement un terme à l'octroi de permis aux navires de pêche européens pour les eaux du Sahara occidental et nous exigeons qu'aucune opération de pêche européenne ne soit plus menée au Sahara occidental jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trouvée au conflit.

Nawel Bab-Hamed
élu communiste dans le Rhône

Haiti

Occupation compatissante

Barack H. Obama a le verbe du prédicateur et les réflexes du soldat, comme les décisions prises depuis le séisme de Port-au-Prince, et la rhétorique qui les entoure, en administrent la preuve manifeste. Cela n'est pas contradictoire en soi, mais sujet d'inquiétude.



La puissance bienfaitrice

Parmi les multiples déclarations de ces derniers jours, il convient de retenir un texte repris par *Le Monde* dans son édition datée du 20 janvier 2010. Après une brève évocation de la catastrophe qui, une fois de plus, a ravagé Haïti, l'hôte de la Maison blanche pose le leadership des États-Unis comme une évidence car, affirme-t-il, « nous ne recourons pas à notre puissance pour soumettre les autres, nous l'utilisons pour les aider à reprendre pied », si bien que chacun de ses concitoyens peut éprouver la fierté de « savoir que l'Amérique agit au nom de notre humanité commune ». Suivent deux paragraphes résumant les décisions prises, puis l'indication que les États-Unis auront besoin de la contribution d'autres pays et de la générosité des gens ordinaires, avant d'annoncer que Washington consultera les autorités haïtiennes afin de poursuivre le « redressement » engagé depuis quelques années.

Tout prédicateur se heurte à un problème dès lors que sa rhétorique ne s'adresse qu'à des convaincus ou à des personnes qui ne demandent qu'à l'être, mais l'obscénité du propos ne laisse d'étonner. Haïti a-t-elle besoin que s'affirme le *leadership* des États-Unis ou, plus humblement, de voir se déployer, sans arrière pensée, la solidarité humaine ? Affirmer que les États-Unis n'ont jamais cherché à soumettre quelque nation que ce soit ne paraît pas conforme à la vérité historique et il ne manque certainement pas de témoins, dans la Caraïbe ou en Amérique latine, à pouvoir monter à la barre. Enfin, notre « humanité commune » s'exprime dans l'enceinte de l'ONU et se cristallise dans ses institutions. C'est là le point d'ancrage de ce qu'il est convenu d'appeler la communauté internationale.

Or, qu'avons-nous vu ? Les décisions ont été prises sans la moindre consultation et en court-circuitant l'organisation internationale. Dès le premier instant, elles ont été de nature militaire. Elles confinent à une occupation : la prise de contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince a été effectuée dans les premiè-

res 24 heures, pendant qu'étaient regroupés le porte-avions *Carl Vinson* (CVN 70) et ses bâtiments de soutien, le navire amphibie d'assaut *Bataan* (LHD 5), les bâtiments de transport de chalands de débarquement *Fort McHenry* (LSD 43) et *Carter Hall* (LSD 50), le navire-hôpital *Comfort* avec ses douze salles d'opération. 15 000 hommes environ sont en train de se déployer, dont les 2 200 membres de la 22ème unité expéditionnaire du corps des Marines et la 82ème Division aéroportée qui, dans un passé plus ou moins lointain, a participé au débarquement de Normandie, à la destruction de Hué lors de l'offensive du Têt 1968 et à la bataille de Falloujah au cours de la récente invasion de l'Irak.

Certes, des vivres sont apportées (400 000 bouteilles d'eau, 140 000 rations de survie) et des secours seront prodigués après que les 4 000 citoyens américains auront été évacués du pays, mais, d'emblée, il a été affirmé que la tâche prioritaire était de sécuriser la capitale haïtienne, alors que la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), qui se trouve sur place, compte 9 065 personnels en uniforme (7 032 soldats et 2 034 policiers), et un peu moins de 2.000 personnels civils, que des centaines d'ONG de toutes nationalités étaient à pied d'œuvre depuis des lustres, que la Chine n'a pas attendu les « tuniques bleues » pour envoyer des équipes cynégétiques, ni Cuba, qui travaille depuis longtemps à soigner gratuitement et à former des praticiens haïtiens, pour y renforcer son « contingent Henry Reeve » de médecins d'urgence. La Maison blanche ayant réglé la musique, le secrétaire général de l'ONU vient d'annoncer le renfort de 3 500 casques bleus et le Canada l'envoi de 2 000 militaires.

Smart power

Si l'on comprend bien, le *leadership* américain à la mode Obama consiste à prendre les décisions et de les faire ensuite entériner par la communauté internationale ou, pour être un peu plus franc, de mettre cette dernière, et les autorités élues de Haïti par la même occasion, devant le fait accompli.

Il y a plus encore, que l'on développera en trois temps. Primo, le tout nouveau directeur de l'Agence américaine d'aide au développement (USAID), le Dr Rajiv Shah, normalement en charge des affaires humanitaires, se retrouve de facto sous la tutelle de la « formation conjointe » (*joint task force*) constituée par le Pentagone et placée sous les ordres du lieutenant général (l'équivalent d'un général de corps d'armée) Ken Keen, qui se trouve être le responsable en second du *Southern Command*, l'un des dix commandements régionaux couvrant l'ensem-

Haïti

ble de la planète. De son quartier général de Miami, celui-ci a la tâche de contrôler la Caraïbe, l'Amérique centrale et l'Amérique latine, le général Keen ayant d'ailleurs officié au Panama, au Honduras, au Brésil et en Colombie. La promptitude avec laquelle les choses ont été mises en place, et les moyens réunis, conduit à penser qu'il existait un plan d'opérations ou OPLAN dans la novlangue pentagonienne. Le *Southern command* a de fait été réorganisé et renforcé sous l'ère du jeune Bush, avec la reconstitution en 2008 de la IV^{ème} flotte, qui avait été dissoute en 1950, pour couvrir l'Atlantique sud. Ses missions sont mixtes, civiles et militaires, couvrant aussi bien la formation des armées latino-américaines et les opérations clandestines que la lutte contre-insurrectionnelle, la traque des narcotrafiquants ou supposés tels et les opérations dites humanitaires. Aussi l'occupation d'Haïti servira-t-elle d'exercice grandeur nature, notamment pour la IV^{ème} flotte qui n'est opératoire que depuis quelques mois, et de démonstration à l'adresse des gouvernements et des peuples de la région qui, ces derniers temps, tendent à être par trop rétifs.

Secundo, il faut bien s'entendre. Les États-Unis ne viennent pas d'entrer en guerre contre Haïti, mais entendent affirmer leur *smart power*. Depuis que ceux-ci ont été proclamés hyper puissance, on ergote sur le point de savoir si c'est par le *hard power* des forces armées ou par le *soft power* de la diplomatie et de la culture que cette suprématie doit s'affirmer. Les malheureuses aventures irakienne et afghane ont conduit à l'adoption d'une autre matrice, celle du *smart power* (puissance subtile) que la secrétaire d'État Hillary R. Clinton a fait sienne et qui est censée articuler les instruments militaires, diplomatiques, culturels et économiques. Le secrétaire à la défense Robert Gates abonde dans ce sens car les guerres à venir seront, selon lui, le plus souvent « hybrides », raison pour laquelle il importe de renforcer les moyens diplomatiques des États-Unis et de redéfinir leur aide au développement. Un long processus est en train de s'achever. Il devrait aboutir à la publication prochaine des résultats de l'*Étude sur directive présidentielle de la politique*

américaine de développement global et de la première *Évaluation quadriennale sur la diplomatie et le développement* (QDDR), qui viendra compléter les évaluations quadriennales des affaires militaires. À lire le discours du 6 janvier dernier qu'Hillary R. Clinton a consacré à ce que devrait être « *Une politique de développement du XXI^{ème} siècle* », il y a toutes raisons de penser qu'Haïti est un banc d'essai de cette stratégie. Les conditions étaient favorables, la proximité géographique, la surabondance des moyens mobilisables, un gouvernement sous influence et de surcroît décapité par le séisme, ainsi que les services civils de l'ONU, toute la construction idéologique de ces dernières décennies autour du devoir d'ingérence **ET** le fait que les désordres en Haïti étaient très circonscrits. Point trop de risques donc.

Or, Haïti, et c'est le troisième point, ne cesse d'être, depuis deux siècles, un banc d'essai. Son peuple paie d'avoir été le précurseur du renversement de l'esclavage et du colonialisme. Au cours des dernières décennies, il a été soumis au remboursement de la dette odieuse contractée sous la dictature des Duvalier, aux plans d'ajustement structurel, aux sanctions (pour rétablir le président Aristide, puis pour le renverser). Son économie est exsangue, son agriculture dévastée et sa population la plus pauvre des Amériques, mais le pays est riche de la dignité de ses femmes et de ses hommes, de l'exceptionnelle créativité de ses musiciens, écrivains et plasticiens. On peut craindre que l'aide économique, qui devrait suivre l'assistance humanitaire, soit une fois encore pitoyable et totalement inadéquate. C'est une question de première importance qui devrait mobiliser les peuples du monde entier.

Jadis, quand le thème latin et la version grecque constituaient l'alpha et l'oméga de la formation des élites culturelles de l'hexagone, on traduisait Virgile et ce vers de l'*Énéide* par lequel Laocoon voulait dissuader les Troyens d'accepter l'immense cheval de bois laissé par leurs ennemis au pied de leurs remparts : *Timeo Danaos et dona ferentes*, soit en français, « *Je crains les Grecs, surtout porteurs de cadeaux* ».

Patrice Jorland
collaborateur des *Relations internationales*

il a soufflé un vent froid et un vent chaud sur Copenhague

11 décembre 2010 : les délégations des partis du PGE sont invitées à la mairie de Copenhague par les élus de l'Alliance rouge vert nordique, qui siègent dans la majorité de cette ville réputée pour la prise en compte de la dimension écologique. Sur la place de la mairie, un immense arbre de Noël : les boules multicolores ne s'allument que si les passants pédalent sur les vélos qu'ils ont installés tout autour de l'arbre. La question de l'énergie renouvelable est posée aux citoyens et aux militants du monde entier, venus pour le forum et la manifestation sur le climat. Juste à côté, à l'angle d'une rue, une immense affiche pour la Cop 15, la Conférence des chefs d'État qui a lieu le 19 décembre. Elle est sponsorisée par Coca-cola.

Les multinationales, largement réconfortées par le comportement des chefs d'État pendant la crise financière en 2008, n'ont pas d'inquiétude sur le résultat de la conférence climat de 2009 puisqu'elles se sont assurées que 164 d'entre elles, les plus concernées par l'émission de gaz à effet de serre, sont exemptées de taxe carbone.

Les marchés financiers peuvent aussi se réjouir : le marché du carbone est une belle opportunité de spéculation : la taxe carbone pour certains États existe depuis Kyoto et la Cop 15 met en place le crédit carbone pour les États qui doivent prévoir la reforestation par exemple. Les bourses du monde entier se mettent sur ce nouveau marché.

Le texte final de la Conférence des chefs d'État, appelé « Accord de Copenhague », s'est élaboré sans les chefs d'État européens et le président de l'UE, tout nouvellement nommé dans sa nouvelle fonction. Barak Obama a fait fi du texte de l'ONU et a préparé le texte avec des pays émergents (Brésil, Inde, Chine et Afrique du Sud) et présenté ensuite à un groupe de 28 pays (un G20 élargi), composé des principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, qui l'ont adopté. La Convention cadre de l'ONU en prend note et va l'ouvrir à approbation ou au rejet des autres pays.

Le productivisme et le libre-échange sont les deux jambes du capitalisme, et de son système d'exploitation, qui ont produit beaucoup de dégât. Le traité de Lisbonne, qui est rentré en vigueur quelques jours auparavant, a dans ses objectifs « d'aider tous les pays à rentrer dans l'économie mondiale par la suppression des barrières douanières et autres » : « autres » voulant dire la suppression des garanties des consommateurs et des garanties pour l'environnement.

Le 31 janvier 2010, les pays producteurs de gaz à effet de serre qui ont signé l'accord doivent déposer leur engagement : c'est à ce moment-là que nous verrons comment les chefs d'État entendent changer la situation.

Les solennels avertissements de N. Sarkozy, au cours de la Conférence, sur la gravité de la situation n'ont apparemment pas ému grand monde et la France, comme l'UE, n'a pas été rédactrice du projet d'accord final qu'elle a simplement approuvé.

N. Sarkozy s'est par contre distingué en attaquant les mécanismes onusiens où chaque pays compte pour un. Son attaque reflète une attitude générale des classes dirigeantes capitalistes, qui ne supportent plus les processus démocratiques

respectant l'avis de chaque peuple, mais qui veulent décider entre elles. Nous avons déjà vu cela pendant la crise financière (G8, G20) et les pays développés ainsi que les PED, n'ayant ensuite qu'à obéir.

Mais rien ne doit effacer la belle manifestation du 12 décembre. Elle avait pour mot d'ordre « changer de système, pas de climat ». Ce mot d'ordre n'est pas automatiquement un appel à sortir du système capitaliste.

Au Forum alternatif 2009 sur le climat, le développement durable pouvait prendre des options différentes. Il y a ceux qui ne parlent que des options techniques en développant les énergies renouvelables et encourageant leur utilisation par la taxation des énergies fossiles. D'autres remettent en cause la croissance économique : la planète est un espace fini où la croissance ne peut pas être infinie. La décroissance n'est pas loin et l'idéologie du commun vient se heurter à l'idéologie du progrès.

Ces deux positions peuvent passer à côté des causes de l'impasse environnementale actuelle : le capitalisme financier et boursier qui s'est imposé depuis les années 80 sous l'effet de politiques étatiques de dérégulation. Elles peuvent même contribuer à renforcer l'emprise du capitalisme sur l'avenir climatique de la planète en créant un nouveau capitalisme vert qui renforcera l'inégalité des pouvoirs entre ceux détenant les techniques et les rentabilisant et ceux obligeant d'utiliser ces mêmes techniques sans en avoir les moyens financiers.

Pour le PCF, comme pour les autres partis du PGE, la notion de développement durable est liée à un développement social et émancipateur. Elle ouvre la possibilité de redéfinir les bases d'un nouveau mode de production et de répartition plus juste pour un nouveau mode de vivre ensemble plus démocratique. C'est le débat que nous avons tenu au Forum alternatif, qui a eu un vif succès.

Nous aurons l'occasion de poursuivre ce travail avec *Transform! Europe*, dans une initiative au printemps au Portugal, début juillet avec nos partenaires au Forum social européen (FSE) d'Istanbul, et jusqu'au congrès du PGE qui se tiendra à Paris le premier week-end de décembre. Le Conseil des présidents a considéré que le principal enjeu de ce 3ème Congrès sera de permettre au PGE de contribuer à définir une alternative de gauche crédible, la possibilité d'une sortie de crise par des réponses aux besoins sociaux et écologiques.

Nous sommes pour le changement du mode de production pour changer le système. Alors, avec le monde du travail, voyons comment la productivité peut être mise au profit de la recherche pour l'après pétrole, pour le changement du travail en lui redonnant du sens, jusqu'à l'accompagnement des transformations des entreprises.

Cette problématique va être durable et c'est une occasion de reprendre notre utopie du pouvoir exercé par ceux qui créent la plus value.

Et le combat pour changer de système continue.

MÉDITERRANÉE MOYEN-ORIENT

Rencontre de Jacques Fath, responsable des *Relations internationales*, avec M. Abdel Hamid Al Hassi, représentant en France de l'Appel de Damas, le 14/01.

Participation de Jacques Fath au meeting unitaire sur la Palestine, organisé par le *Collectif pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens*, en présence de Stéphane Hessel, Michel Warchawsky et en liaison internet directe avec Raji Sourani, à la Bourse du travail de saint-Denis, le 19/01.

Participation de Jacques Fath à la soirée de solidarité avec la Tunisie et pour la libération immédiate du journaliste Taoufik Ben Brik, en présence de son épouse Mme Azza Zarrad, à la Bourse du travail de Paris, le 20/01.

Rencontre de Marie-George Buffet, secrétaire nationale, et Jacques Fath, avec Mme Azza Zarrad, le 21/01.

Marie-George Buffet s'adresse immédiatement à Bernard Kouchner afin d'obtenir une intervention des autorités françaises pour la libération de Taoufik Ben Brik, emprisonné après un procès manipulé.

Communiqués de presse et autres liens

Le retour d'Aminatou Haidar au Sahara occidental est une victoire pour le droit et la justice 18/12
<http://www.pcf.fr/spip.php?article4341>

Proche-Orient : six palestiniens tués par l'armée israélienne, le PCF condamne cette escalade criminelle, 29/12
<http://www.pcf.fr/spip.php?article4348>

Marche internationale à Gaza : Lettre de Marie-George Buffet à Nicolas Sarkozy, 30/12
<http://www.pcf.fr/spip.php?article4352>

Palestine : le PCF condamne les propos inacceptables de Netanyahu sur Jérusalem, 12/01
<http://www.pcf.fr/spip.php?article4390>

Message de Michel Billout, sénateur, au débat parlementaire sur le Proche-Orient du 12/01 (sur demande cchastain@pcf.fr).

AMÉRIQUE LATINE

Rencontre de Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, et Obey Ament, responsable Amérique latine des *Relations internationales* du PCF, avec l'ambassadeur de Cuba en France M. Orlando Requeijo Gual, le 5/01.

Participation d'Obey Ament à la Convention européenne du Pôle démocratique alternatif de Colombie (PDA), à Strasbourg, le 17/01.

Participation de Jacques Fath et Obey Ament à la réception donnée par l'ambassade de Bolivie en France, à l'occasion de l'investiture d'Evo Morales, président de l'État plurinational de Bolivie, le 22/01.

Communiqués de presse et autres liens

Lettre à Gaspard Fritzner : Marie-George Buffet apporte son soutien au peuple haïtien, 15/01
<http://www.pcf.fr/spip.php?article4417>

EUROPE

Participation de Christine Mendelsohn et Jean-François Gau, représentants du PCF à l'exécutif du PGE, et de José Cordon, responsable *Europe des Relations internationales* du PCF, à la réunion de l'exécutif du PGE et à la conférence des présidents, Berlin, 8-10 /01.

Participation de Christine Mendelsohn au séminaire de Transform! *The Crisis in Europe. Depression economics, social crisis, state policy, alternatives*, Vienne, 15-16//01.

Participation de Nicolas Garcia, membre du Conseil national et secrétaire fédéral des Pyrénées orientales, au Congrès du Parti communiste de Catalogne, à Barcelone les 23-24/01.

ASIE

Afghanistan organisation, avec le Collectif national unitaire, de la manifestation du 23/01.

Communiqués de presse et autres liens

Propos sur les journalistes enlevés en Afghanistan : des arguments de tiroir-caisse ! (Olivier Dartigolles - PCF) 19/01

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4426>

Résolution du PGE : L'Afghanistan a besoin d'une stratégie de paix et non d'une nouvelle stratégie de guerre, 8-10/01.

Message du PCF au Parti communiste indien marxiste, suite au décès du leader communiste M. Joyti Basu et aux violences commises contre les militants de ce parti, 18/01 (sur demande cchastain@pcf.fr).

ÉVÈNEMENT PUBLIC AU SIÈGE DU PCF

Soirée Palestine solidarité. Gaza 1 an. Et maintenant ? le 6/01, au siège du PCF. Sous la présidence de Marie-George Buffet, avec Esther Benbassa, historienne du judaïsme, Stéphane Hessel, ambassadeur de France, rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et fondateur du Tribunal Russel, Bernard Ravenel, président de la plateforme pour les ONG sur la Palestine en France, Safwat Ibraghith, chargé d'affaire à la Délégation générale de Palestine et Pierre Laurent.

Un **numéro spécial de la LRI** a été consacré à cet événement.

Communiqués de presse et autres liens

Solidarité Palestine Gaza un an. Et maintenant ? 14/01

<http://www.pcf.fr/spip.php?article4406>

COLLECTIFS UNITAIRES

Participation régulière du PCF au Collectif Palestine, Semaine anti-coloniale, Maghreb, OTAN-Afghanistan (national et international), Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN), Bolivie, Togo.

Quel avenir pour l'Iran ?

À ce jour, personne n'est capable de répondre sérieusement à cette question. S'il faut se garder d'un trop grand optimisme sur l'issue des événements actuels, ces derniers constituent un incontestable bouleversement politique dans ce pays. Qui aurait dit il y a un an que ce pouvoir théocratique qui semblait « indéboulonnable » soit confronté à une telle crise, un tel mouvement populaire d'opposition qui mette en péril sa propre existence ?

Pour autant, les conditions qui permettraient une sortie par le haut de cette crise, en répondant aux aspirations démocratiques et sociales d'une grande partie du peuple iranien, restent à construire.

Incontestablement, depuis le coup de force électoral du pouvoir du 12 juin, qui a vu la réélection contestée d'Ahmadinejad comme président de la République Islamique, le mouvement de protestation est passé peu à peu de la demande de nouvelles élections à la mise en cause du pouvoir en place. Le guide suprême lui-même, Khamenei, dont la fonction constitutionnelle est la pierre de touche

Comment en est-on arrivé là ?

C'est justement en cette année 2009, ironie de l'histoire, 30ème anniversaire de la création de la Révolution islamique, qui voit la victoire des forces de gauche et religieuse sur la dictature du Shah, que le pouvoir mis en place à l'époque vacille.

Dans les mois qui ont suivi l'année 1979, les forces progressistes ont été peu à peu éliminées, ne laissant à leurs militants que le choix de l'exil pour échapper à la prison et à la mort. Des milliers d'entre eux furent torturés, fusillés et depuis 30 ans la répression n'a jamais cessé. Depuis, une chape de plomb s'est abattue sur ce peuple et le voile imposé aux femmes et la peine de mort en sont les symboles les plus intolérables.

Malgré cela, la République islamique n'est pas parvenue à étouffer les dynamiques sociales de ce grand pays, dont l'histoire du siècle dernier montre comment le peuple a fait preuve de son engagement pour la liberté, la démocratie et de son exigence de souveraineté face aux appétits des puissances occidentales sur ses richesses nationales.

Ainsi, en 30 ans, malgré et avec la République islamique, le pays s'est urbanisé fortement, l'alphabétisation généralisée, les classes moyennes se sont développées, la contraception largement démocratisée, les universités ont dépassé le cap des 3 millions d'étudiants dont une majorité d'étudiantes, les technologies de communication dont internet sont très présentes dans une jeunesse de moins de 30 ans qui forme les deux tiers de la population !

L'Iran a donc tout pour devenir une société pleinement démocratique, riche de sa culture, ouverte sur le monde, possédant des richesses énergétiques parmi les plus importantes au plan mondial. Ce qui bloque, une dictature – et son système libéralo-étatique miné par la corruption – divisée entre ses différentes factions religieuses et des groupes puissants comme les Pasdarans, véritable État dans l'État, tous enfermés dans une vision islamiste, nationaliste et militariste de l'Iran. Un pouvoir dont on ne sait plus très bien qui gouverne, gérant une économie de rente, tirée de

de la République Islamique, est directement visé, sans parler du président de la République, dénoncé comme « nouveau dictateur » !

Ce mouvement s'est élargi en réaction à la répression sanglante qui a marqué les premières manifestations. Avec le mouvement étudiant, particulièrement en pointe, d'autres catégories de la population sont rentrées en résistance. Certaines le sont déjà depuis de longues années : des femmes, des syndicalistes, des intellectuels, des journalistes sans cesse pourchassés par le pouvoir, emprisonnés, torturés, assassinés. Il est beaucoup plus large, réellement populaire, élargi à des catégories populaires victimes aussi de la politique du pouvoir islamique.

La nouveauté est que s'est constitué un mouvement démocratique de masse dans un pays du Moyen-Orient, mettant en cause le tout pouvoir de la religion sur la société et sur l'État, qui exige le respect des droits des citoyens et veut construire un Iran démocratique.



ses revenus énergétiques, qui tente de se donner une image anti-impérialiste, flattant la corde nationaliste et jouant sur son droit au nucléaire civil.

Mais tout cela perd de plus en plus de son efficacité. La crise est générale. Le pouvoir et ses dirigeants ont perdu toute légitimité et crédibilité aux yeux d'une grande partie de l'opinion iranienne. Pour autant, ses moyens répressifs restent importants et sont une menace réelle.

Alors, que faire ? D'abord, c'est aux Iraniens et à eux seuls de trouver le chemin de leur libération et ils n'ont de leçons à recevoir de personne en matière de lutte pour la démocratie.

Ce mouvement de protestation, en s'élargissant, apporte aussi des réponses diverses. Il n'est pas homogène. Le « mouvement vert » est pluriel. Ainsi, le trio Moussavi/Karoubi/Khatami s'en tient à la demande de nouvelles élections, s'affirme partisan de la République islamique. Mais plus de plus en plus d'Iraniens pensent que c'est le système même qui doit être dépassé. Aujourd'hui, personne ne peut dire quel sera le chemin qui va s'ouvrir. Tous les scénarios sont possibles, les pires et les meilleurs.

Pour sa part, le Parti communiste français, fort de ses longues années de lien avec les forces démocratiques iraniennes en France, apporte toute sa solidarité avec tous ceux et celles qui veulent mettre un terme à la dictature actuelle. Depuis les élections de juin, le PCF a participé à tous les rassemblements et manifestations de solidarité, prenant lui-même des initiatives pour faire connaître la lutte de ces jeunes, de ces hommes et femmes dont le courage nous donne confiance pour l'avenir.

Comme eux, nous condamnons la répression sanglante, exigeons la libération des prisonniers politiques – et parmi eux celle de notre compatriote Clotilde Reiss – et exprimons notre solidarité avec tous ceux et celles qui luttent pour un Iran démocratique, laïc, social et de paix.

les enjeux du nucléaire

La tension autour de la question nucléaire iranienne n'a fait que s'accroître ces dernières semaines. Le commandant des forces américaines en Irak et en Afghanistan, le général David Petraus, menace de bombarder les installations nucléaires iraniennes. Un universitaire qui a travaillé dans le domaine nucléaire est victime d'un attentat à Téhéran.

Les discussions sont bloquées entre l'Iran et le groupe des 5+1 (USA, Angleterre, France, Chine, Russie et l'Allemagne) après le refus par le premier des propositions concernant l'enrichissement son uranium à l'étranger, le groupe des 5+1 rejetant les contre-propositions iraniennes. Les services américains annoncent l'étude de nouvelles formes de sanction à l'encontre de dirigeants iraniens, mais, de leur côté, les Chinois s'y sont pas favorables...

Au-delà de ce bras de fer, où la menace d'intervention militaire le dispute à l'effort diplomatique, quelles sont les questions qui sont posées ? Quels sont les enjeux pour cette région du monde ? Quelles sont les conditions d'une nouvelle sécurité humaine, dégagee du chantage du nucléaire, et du rôle des institutions internationales pour y parvenir ?

L'Iran, comme tout pays, a le droit, reconnu internationalement, de se doter des moyens nécessaires pour produire de l'énergie nucléaire afin d'assurer son développement énergétique et sa pérennité. C'est un droit, contrôlé quant à son application par l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Iran ayant signé le Traité de non prolifération nucléaire. La volonté d'accéder au nucléaire ne date pas de la Révolution Islamique, mais de la période du Shah où l'Iran, alors allié du monde occidental, reçoit soutien technique et financier pour y accéder.

Il est vrai que compte tenu du régime actuel et l'absence de démocratie, aucun débat public n'est possible sur cette question. Mais sans aucun doute, il existe en Iran un vrai consensus pour que le pays accède à l'énergie nucléaire. Mais s'agit-il seulement de cela ? La possibilité pour l'Iran de se doter de l'arme nucléaire n'est-elle qu'une simple spéculation, mal intentionnée à l'égard de ce pouvoir ?

Certes, le régime nie vouloir être entrain de se doter de l'arme nucléaire. Mais en même temps, les responsables iraniens font tout pour le laisser croire. Ils soulignent et affichent les progrès dans le domaine militaire, notamment dans la maîtrise des fusées. Il est aussi reconnu qu'une fois maîtrisée les techniques d'enrichissement de l'uranium pour un usage civil, le passage au niveau supérieur pour atteindre le seuil militaire est plus accessible. L'annonce, il y a quelques semaines, par le pouvoir iranien, de la possibilité d'ouvrir une dizaine de sites d'enrichissement ne relève donc pas seulement de la provocation. La position est ambiguë ; les atermoiements, les hésitations multiples, les menaces ne font que renforcer les interrogations sur ses intentions réelles.

Alors, que cherche le régime iranien ? Quelles pourraient être ses motivations pour se doter de l'arme nucléaire ? Regardons une carte et faisons un peu d'histoire. L'histoire, c'est la confrontation indirecte mais persistante depuis des décennies avec les USA. Du coup d'État perpétré par la CIA contre le gouvernement Mossadegh en 1952 pour « crime » de nationalisation du pétrole, le soutien américain à la dictature du Shah, jusqu'aux événements des lendemains de la Révolution Islamique de 1979 (prise d'otage à l'ambassade US), puis la guerre Iran-Irak avec l'aide occidentale à Saddam Hussein, les sanctions économiques à répétition, tout cela conduit le régime iranien à considérer qu'il est sous la menace d'une intervention militaire américaine pour

mettre un terme à son pouvoir. L'exemple irakien le confortant dans cette crainte.

La géographie est également éloquent. Dans les pays voisins de l'Iran, on trouve des troupes américaines, en Irak, en Afghanistan, mais aussi Israël, le Pakistan, l'Inde, ces trois derniers pays possédant l'arme atomique, sont non signataires du TNP et leurs liens étroits avec les États-Unis sont connus. Par ailleurs, l'Iran, qui est déjà une puissance régionale, par sa population, ses ressources énergétiques importantes en gaz et pétrole, veut jouer un rôle encore plus grand dans la région et au plan mondial pour discuter d'égal à égal avec les grandes puissances occidentales et assurer ainsi sa survie.

Comment sortir de cette spirale ? Comme J. Fath le déclarait aux journées du désarmement nucléaire à Caen : « Si l'Iran ne doit pas accéder à la maîtrise de l'arme nucléaire parce que ce pays est signataire du TNP, alors il faut souligner, d'une part, que tous les États signataires du TNP – y compris les États-Unis et les autres membres permanents du Conseil de Sécurité – doivent appliquer ce traité et s'engager dans un processus de désarmement nucléaire (c'est l'article 6 du Traité) et, d'autre part, au nom des exigences de la sécurité internationale, au nom de la responsabilité collective, de la Charte des Nations unies, tous les États, y compris les non-signataires du TNP (Israël, Inde et Pakistan) doivent s'engager eux aussi dans un processus multilatéral de dénucléarisation. Ce qui implique des avancées décisives dans le règlement des conflits : la question de Palestine, ou encore la question du Cachemire, des tensions indo-pakistanaïses, et du conflit afghan... ». C'est ainsi que les grandes institutions internationales retrouveront de l'utilité et de la crédibilité aux yeux de tous.

L'exemple à ne pas suivre est celui de la dernière assemblée générale de l'AIEA en septembre 2009. Après avoir adopté à la quasi-unanimité (103 voix pour et 4 abstentions), une résolution appelant l'AIEA et tous les pays de la région à faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée, les pays occidentaux dont la France n'ont pas voté une résolution « demandant à Israël d'adhérer au TNP et de places toutes ses installations sous les garanties intégrales de l'AIEA ». Cette résolution a tout de même été adoptée par 49 pays, 45 ont voté contre et 16 se sont abstenus.

Ce vote n'exprime-t-il pas, une fois encore, que ce qui motive une grande partie des pays occidentaux relève plus de critères politiques basés d'abord sur des alliances et des intérêts nationaux de conception hégémonique pour préserver leurs intérêts que de la volonté commune de s'attaquer, au grave problème de la prolifération.

L'élimination des armes nucléaires est pourtant une nécessité primordiale, pour construire de nouvelles relations internationales. La pérennité du TNP doit être assurée par le respect de la mise en œuvre de la totalité de ses missions : aider au développement de l'énergie atomique à des fins civiles, encourager la non-prolifération et impulser un désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé. Or l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire créerait une situation avec le TNP qui serait directement mis en cause. Pour y faire obstacle, les sanctions ne suffiront pas, une intervention militaire sauverait le pouvoir iranien et les répercussions seraient incalculables...

Il reste la force de la politique, donc de l'intervention des peuples. Construire un Iran démocratique participe donc aussi à œuvrer pour la paix et le désarmement dans cette région du monde.

les femmes au cœur du combat pour la démocratie

Dès son arrivée au pouvoir et au cours des 30 années qui ont suivi, le pouvoir islamique a bafoué les droits élémentaires des peuples d'Iran et en particulier ceux des femmes, qui ont vu leur oppression spécifique renforcée par les institutions inspirées de la charia. Il n'est donc pas étonnant qu'elles se trouvent à l'avant-garde de la lutte pour les libertés et la démocratie et l'instauration d'un État laïc en Iran. D'ailleurs, le monde entier a pu le constater dans le rôle très actif qu'elles jouent dans le mouvement de protestation en cours.

Ce qui a fait descendre des millions d'Iraniens dans les rues, c'est la fraude électorale à laquelle s'est livré le gouvernement d'Ahmadinejad, mais aucune des élections qui ont eu lieu depuis 30 ans n'a été démocratique¹. Toute la révolte accumulée au cours de ces années d'oppression et d'atteintes aux libertés politiques et individuelles, de répression, d'exécutions, d'arrestations s'est aussi exprimée dans ces manifestations et, malgré la répression sanglante qui s'est abattue sur eux, avec des centaines de morts et des milliers d'arrestations, les manifestants continuent à descendre dans la rue dès qu'une occasion se présente. Et les femmes, parmi eux, sont toujours très présentes.

Pour mieux comprendre les raisons de cette présence active des femmes dans les mobilisations, il paraît nécessaire de faire un bref rappel de l'histoire des luttes des femmes iraniennes au cours des trente dernières années et du rôle qu'elles ont joué pendant la révolution constitutionnelle de 1905 et durant le mouvement de nationalisation du pétrole engagé en 1951 par le Docteur Mossadegh².

Contrairement à ce qu'on entend souvent, le train de l'oppression des femmes qui a abouti à légiférer et légaliser des dispositifs et des lois discriminatoire à leur égard, a été mis sur les rails non pas au lendemain de l'arrivée au pouvoir des religieux, mais bien avant que ces derniers n'instaurent un état islamique. Par exemple, on peut citer leur opposition virulente au droit de vote des femmes pour le premier Parlement, en 1906, en estimant que les femmes, à l'instar des handicapés mentaux, ne méritaient pas le droit de vote. On peut citer aussi leur opposition au droit de vote accordé aux femmes en 1963, ou bien envers le code de la famille en 1967, puis celui de 1975 qui élargissait l'éventail des droits reconnus aux femmes, en particulier dans le domaine du divorce et de l'autorité parentale (en vérité cette loi représentait une certaine prise de distance par rapport aux lois et règlements islamiques sur les droits des femmes). En dernier exemple, pour être bref, on peut rappeler aussi que les autorités religieuses avaient déjà déclaré, juste avant la prise de pouvoir, que les femmes n'avaient pas le droit d'être juges.

C'est dans la continuité de cette orientation que Khomeiny a annulé, juste 15 jours après la révolution de février 1979, le code de la famille qu'il jugeait contradictoire avec les recommandations de l'Islam. Ensuite, juste au moment où les femmes se préparaient à célébrer la journée internationale des femmes du 8 mars, le régime a déclaré le port du voile obligatoire. Les Iranien-

nes ont réagi fortement contre cette violation de leurs droits les 8, 9 et 10 mars et participé en masse à des manifestations de protestation dans les rues de Téhéran et devant le ministère de la justice.

Malheureusement, dans le contexte post-révolutionnaire du moment, les organisations et partis politiques progressistes existants, quoiqu'en accord avec le principe d'égalité des femmes, ne leur ont pas apporté un appui sérieux et constant pour s'opposer aux mesures prises contre leurs droits par les autorités religieuses au pouvoir. Ces organisations ont tenté de justifier leur attitude en se référant aux multiples difficultés et dangers auxquels le pays devait faire face en priorité. D'autres ne croyaient pas que le gouvernement pourrait vraiment imposer le port du voile et ne prenaient pas cette question au sérieux.

Le cours des événements montrera par la suite que les religieux arrivés au pouvoir avaient à l'esprit pour le pays, un modèle politique et social, basé entièrement sur les lois et règlements religieux, qui couvraient tous les domaines sociaux, politiques et législatifs. Ceci se révélera dans la nouvelle constitution, adoptée quelques mois plus tard.

La « révolution culturelle » de mai 1980, qui aboutit à la fermeture des universités pendant plusieurs années, puis le déclenchement de la guerre avec l'Irak en septembre 1980, dominèrent l'environnement politique et social du pays et la question du voile fut reléguée au second plan. Beaucoup de femmes éduquées décidèrent aussi de quitter le pays.

À partir de 1981, les arrestations, la torture, les exécutions et la répression contre les opposants au régime islamique, qui sévissaient depuis l'arrivée au pouvoir des religieux, s'amplifièrent de façon dramatique. Dans ces conditions, la question des droits des femmes passa de l'indifférence relative à l'oubli. Le régime islamique en profita pour faire passer en 1983 une nouvelle « loi sur la protection de la famille » qui était en accord complet avec les lois et règlements islamiques.

En résumé, au cours de ces années-là, faute d'organisations féministes et d'une opposition structurée et dans le contexte d'une répression généralisée, le régime parvint à faire passer de nombreuses lois en violation des droits des femmes non seulement dans le domaine de la famille mais aussi celui du droit civil et pénal où la femme est légalement considérée comme n'ayant que la moitié de la valeur d'un homme (ainsi en est-il dans les cas de témoignage, d'héritage, de prix du sang etc.).

Cependant, et c'est là un des paradoxes de la société iranienne, malgré les conditions qui viennent d'être citées, et alors que les femmes et les jeunes filles étaient humiliées et l'objet de discriminations diverses (légalisées par le régime islamique), une évolution distincte avait lieu au sein même de la société, qui échappait au contrôle du pouvoir.

À partir de 1996, l'environnement social iranien s'assouplit quelque peu (pour des raisons politiques, sociales et économiques qui dépassent le cadre de cet article). Les femmes retrouvèrent la possibilité d'exprimer certaines de leurs revendications. Ainsi de 1996 à 2005, on a assisté à une multiplication des mouvements et demandes d'égalité par les femmes au sein de la société iranienne. De nombreux livres et publications sont parus sur les revendications juridiques et sociales des femmes. Mais il faut cependant souligner qu'aucune de ces publications n'avaient la possibilité de mettre en cause les principes islamiques. L'accent était donc plutôt mis sur une interprétation moderniste et contemporaine de l'islam par certaines autorités islamiques, et

1. La candidature à des élections n'est pas vraiment libre puisque les candidats sont filtrés à différents niveaux par le pouvoir islamique et que les femmes ne peuvent pas se présenter à l'élection présidentielle.

2. La loi de nationalisation de l'industrie pétrolière fut adoptée en mars 1951 par l'Assemblée nationale. Cependant, le coup d'État fomenté par la CIA en août 1953 renversa le gouvernement de Mossadegh et mit ainsi un terme au courant démocratique qui venait de démarrer en Iran et qui portait en lui une possibilité pour les femmes d'acquiescer une certaine égalité de droits.

les femmes au cœur du combat...

sur les réformes qui en découlaient. À ce point, il n'existait évidemment pas de tribune ou de possibilité pour un discours laïc et séculaire sur la question des femmes, et le voile obligatoire n'était pas mis en question.

L'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad en juin 2005 a accentué la restriction et la répression des activités en faveur des droits de l'Homme, les mouvements des femmes, des ouvriers, des étudiants, des enseignants, etc. La répression violente du rassemblement du 12 juin 2006 contre les discriminations sexistes et pour l'obtention des droits élémentaires des femmes, à Téhéran, a conduit les femmes à continuer leur lutte sous d'autres formes, telles que la campagne *Un million de signatures pour changer les lois discriminatoires* et la campagne *Contre la lapidation*. Elles ont continué leur combat, encore plus déterminées, malgré les menaces, les arrestations sauvages et les peines de prison. La présence

active des femmes dans le mouvement actuel s'inscrit donc dans la continuité des luttes qu'elles n'ont cessé de mener jusqu'à aujourd'hui sur le chemin de l'égalité, de la liberté et de la démocratie. Mais elles sont conscientes que la poursuite de ces objectifs communs ne doit pas se faire au détriment de leurs propres revendications et que ce chemin doit passer nécessairement par l'établissement d'une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. Ce qui ne peut s'envisager que dans le cadre d'un État laïc.

Au moment où l'État islamique réprime violemment tout mouvement de protestation, les peuples iraniens, et en particulier les défenseurs des droits des femmes, ont plus que jamais besoin de la solidarité internationale et du soutien des forces progressistes du monde entier.

Irène Ansari

débat avec les progressistes iraniens en France

Le secteur *Relations Internationales* du PCF organisait le mardi 8 décembre une table ronde sur le thème : *Nucléaire et Iran*.

Participaient à cette soirée des représentants des forces progressistes iraniennes présentes en France *, des militants pour la paix, le désarmement et la cause palestinienne, François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) et fin connaisseur de l'Iran. Beaucoup de monde à cette soirée passionnante.

Dans le débat s'est dégagé un consensus pour la reconnaissance du droit de l'Iran d'accéder au nucléaire civil, sans oublier les énergies renouvelables.

Pour autant, compte tenu de la nature du pouvoir en place, chacun a souligné l'instrument politique que représente la question du nucléaire pour assurer la survie du régime islamique et faire passer au niveau international les droits du peuple iranien au second plan.

Si l'idée de sanctions ciblées, visant notamment la libre circulation des dirigeants, a été avancée par quelques intervenants, tous ont rejeté l'idée d'un nouvel embargo ou toute autre mesure dont le peuple iranien pourrait être la première victime. Tous ont également rejeté l'op-

tion d'une intervention militaire dénonçant à l'avance les conséquences incalculables pour la région et qui ne ferait que renforcer le pouvoir en place et ses moyens répressifs contre l'opposition. Plusieurs intervenants ont dénoncé la posture anti-impérialiste que se donne le président Ahmadinejad alors qu'il est l'un des principaux artisans d'un régime qui opprime son propre peuple.

Le soutien international, sans ingérence, a été souligné notamment en ce qui concerne la libération de prisonniers politiques et l'arrêt des exécutions.

* Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran
TOUDEM

Organisation des Fédératifs du peuple d'Iran (majoritaire)

Union des Fédératifs du peuple d'Iran

Syndicat Socialiste des Travailleurs d'Iran

- Forum Social

Excusés : Les socialistes de gauche.

Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie

SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE IRANIEN

mercredi 17 février à 19h30

salle des fêtes Jean Jaurès - 51 boulevard Gabriel Péri - Malakoff

sous la présidence de

Catherine Margaté, maire, conseillère générale

avec des représentants

d'associations progressistes iraniennes en France

partie artistique - exposition